l'Eure syndicale Force Ouvrière FO 27

ROUEN CTC
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 2 avril 2026

N° 324 Mars 2026 prix : 2,50 €

Sommaire : *P.1 - Edito ; P.2 - Edito suite ; Déclaration de la CE de l'UD FO 27 ; P.3 - journée droits des femmes ; P.4 et 5 - Mobilisation FNEC 10 mars ; P.6 et 7 - Grève du CH le Neubourg ; P.8 et 9 - Assemblées Générales ; P.10 - InFOrmations ; P.11 - Le coin des retraités ; P.12 - Mobilisation du 25 mars dans l'enseignement.*

Indépendants et déterminés !

Comme le disait Marc BLONDEL dans son livre - *Rebelle, itinéraire d'un militant* : ***« Le syndicalisme (qui n'est pas un droit acquis) est un phénomène de solidarité contre la soumission et en faveur de la dignité de ce qui doivent, chaque matin, se mener pour aller au travail et gagné ainsi leur vie. Par définition, le syndicalisme s'oppose aux rentiers, à la caste des nantis qui, sans bouger de chez elle, peut vivre et s'enrichir. Il y a dans le syndicalisme une volonté permanente de relever la tête et de refuser l'exploitation… ».***

Editorial
Par le Secrétaire Général David LECOMTE.

Dans un peu moins de trois semaines se tiendra notre Congrès confédéral **des syndicats** de la CGT FO de Dijon du 20 au 24 avril.

C'est un moment important pour tous les syndicats, les militants et les militantes de notre Organisation syndicale, en cette année où nous fêtons **les 120 ans de la Charte d'Amiens**, texte fondateur de notre syndicalisme libre et indépendant. Ce texte rappelle que nous sommes **un syndicat pas un parti, ni la courroie de transmission de quelque parti que ce soit.**

Les délégués mandatés par leur syndicat auront à se positionner sur les rapports d'activité et de trésorerie. Puis à la fin de ce congrès, le Comité Confédéral National réunissant les secrétaires d'UD et de Fédérations aura à élire les différentes instances *(Bureau confédéral avec en son sein le Secrétaire général et le Trésorier général - Commission exécutive confédérale – de Contrôle - des Conflits).*

Ce congrès sera aussi l'occasion de réfléchir et débattre sur comment **construire collectivement l'avenir de notre Confédération Générale du Travail Force Ouvrière**.

Sans ce débat de fond, nous ne pouvons avancer ensemble. Et c'est la lutte des places, qui remplacera la lutte de classe.

Il y a donc urgence à poser ces débats sur l'attachement à notre indépendance syndicale, la clarté de nos positions, la cohérence de notre orientation et au respect de la démocratie interne. Surtout au moment où les conflits armés se multiplient, risquant de nous entraîner dans une généralisation de la guerre et où nous voyons chaque jour la montée des nationalismes alliant capitalisme exacerbé et néofascisme. Les experts appelant cela le « techno-fascisme ».

En attendant sur le terrain, dans notre département comme partout sur le territoire national, les militants FO avec leur syndicat et le soutien de l'UD continuent de se mobiliser et refuser les politiques publiques d'austérité qui broient tous nos droits et nos acquis. Dans l'Education Nationale, dans la santé, dans la territoriale mais aussi dans le secteur privé, les appels, les rassemblements, les manifestations, les piquets de grève se multiplient pour obtenir satisfaction de leurs revendications. C'est ce que nous mettons en avant une fois de plus dans ce numéro de l'Eure Syndicale Force Ouvrière.

L'urgence n'est pas de « *discuter de la longueur de la chaîne et du poids du boulet* » mais d'amplifier le rapport de force par la grève jusqu'à satisfaction des revendications. Ce rapport de force est le seul moyen de gagner et de montrer au patronat et aux pouvoirs publics que nous sommes déterminés à défendre les intérêts particuliers et moraux des salariés actifs, chômeurs et retraités de ce pays.

Car nous sommes des militants et des militantes libres, dans une confédération syndicale qui doit rester libre.

Retrouvez le journal en version numérique :

Bulletin de l'Union Départementale FORCE OUVRIERE de l'Eure - 17 ter rue de la côte blanche - 27000 EVREUX
☎ : 02.32.33.04.67 - 💻 : udfo27@force-ouvriere.fr - 27.force-ouvriere.org
N° de C.P.P.A.P. : 0626 S 07930 - ISSN 1244 - 9857 - Directeur de Publication : David LECOMTE

Chers(es) camarades,

Je souhaitais vous informer que je suis signataire avec le soutien des instances de notre UD, et avec 3 camarades d'autres départements *(Essonne, Finistère, Indre-et-Loire)* d'un texte qui a vocation en interne, à impulser, sans volonté polémique, un véritable débat sur l'avenir de notre maison Force Ouvrière, Il s'intitule ***« Pour construire collectivement l'avenir de la CGT FO, restons indépendants et déterminés. »***

https://27.force-ouvriere.org/pour-construire-collectivement-l-avenir-de-la-cgt-fo-restons-independants-et

Nous avons envoyé ce texte à tous nos syndicats dans nos UD respectives. De nombreux militants et de syndicats (es) de l'Eure ont d'ores et déjà apporté leur soutien à ce texte. Pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, il est encore temps de vous emparer de ce texte.

Soutenez-le si vous vous en partager l'analyse et son objectif, en nous renvoyant un mail de soutien à ce texte à l'adresse suivante :

independantsetdetermines@gmail.com

Et surtout faisons vivre collectivement la démocratie syndicale et la pensée libre. Ce texte nous le porterons avant, pendant et après le congrès, convaincus que nous sommes de son importance.

Le secrétaire général de l'UD FO 27,
David LECOMTE.

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE

FORCE OUVRIERE

17 ter rue de la côte blanche - Bourse du Travail - 27000 EVREUX

☎ : 02.32.33.04.67 - 🖳 : udfo27@force-ouvriere.fr - 27.force-ouvriere.org

Déclaration de la Commission exécutive de l'UD FO de l'Eure du 17 mars 2026

La Charte d'Amiens a 120 ans !
Défendre le syndicalisme libre et indépendant, pour gagner sur nos revendications !

La Commission Exécutive de l'UD FO de l'Eure, réunie le 17 mars 2026, rappelle son attachement au syndicalisme libre et indépendant consacré notamment par la Charte d'Amiens *(toute la charte d'Amiens)*, texte fondamental et fondateur qui du haut de ses 120 ans cette année est plus que jamais d'actualité. Dans ce cadre la commission exécutive rappelle qu'elle ne donne et ne donnera aucune consigne de vote, conformément à ces valeurs.

A quelques semaines de la tenue de notre Congrès Confédéral de Dijon, la Commission exécutive réaffirme que la CGT FO est **« un syndicat pas un parti ».**

Fidèle à notre histoire contre toutes les idéologies nationalistes ou communautaristes d'où qu'elles viennent, la commission exécutive rappelle que la CGT FO est la seule organisation, dans l'histoire du mouvement syndical, grâce à son indépendance, à avoir combattu en même temps le fascisme, le nazisme et le stalinisme. Toutes ces idéologies basées sur une vision de société de rejet de l'autre sont contraires aux intérêts des travailleurs, à leur unité et à leur solidarité.

La Commission exécutive combattra tous types d'attaques contre la *« démocratie sociale »* organisées
es pouvoirs publics, cautionnées par certaines Organisations Syndicales
lant criminaliser l'action syndicale. Elles sont dans la continuité des
ées, en particulier à travers les lois scélérates de représentativité de 2008
de 2016 et des Ordonnances Macron/Philippe de 2017.

ire dans ses aspirations, réformiste dans sa pratique ».

pposition aux politiques d'austérité imposées par le gouvernement et
de l'argent pour l'armée, il doit y en avoir pour les services publics et la
n première ligne la Sécurité sociale. Ces politiques, qui frappent de plein
rs d'emploi, les jeunes et les retraités, sont inacceptables et doivent être

que la crise économique ne doit pas être payée par les salariés, chômeurs,
s responsables. Face à l'aggravation des inégalités, elle souligne l'urgence
le pouvoir d'achat et une répartition plus juste des richesses. **Elle exprime**
ure par notre confédération FO du projet d'accord sur l'assurance
dispositif de ruptures conventionnelles réduit enco

ne également qu'il est urgent que notre Confédérati
loi, Retraite ». Cette conférence ne sert qu'à associer l

Retrouvez l'intégralité de la déclaration sur le site de l'UD à l'aide du QR code ci-contre :

Assemblée Générale 2026

L'AG de l'UD FO 27 se tiendra cette année le mardi 2 juin à la salle des fêtes du haut phare au Neubourg.

Réservez dès à présent cette date dans vos agendas.

Retour sur notre mobilisation à l'appel de l'intersyndicale de l'Eure dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes !

Comme chaque année, le 8 mars est l'occasion de mettre en avant la journée internationale des droits des femmes. Cette journée arrivant un dimanche cette année, l'intersyndicale de l'Eure avait choisi d'organiser un rassemblement le vendredi 6 mars place Armand MANDLE à Évreux pour rappeler le combat important que nous menons chaque jour pour l'égalité homme femmes dans le monde du travail comme dans la vie quotidienne.

Nous étions mobilisés donc ce vendredi 6 mars à Évreux à l'appel des Unions départementales FO CGT CFDT FSU SOLIDAIRES !

Nous avons été reçus par la représentante du Préfet le matin où nous avons dénoncé, entre autre, l'impact terrible des politiques d'austérité menées par les pouvoirs publics entraînant notamment la fermeture de services publics notamment des maternités (tout le fronton ouest du département de l'Eure en est dépourvue aujourd'hui) et les écarts salariaux entre les hommes et les femmes qui restent importants.

Une prise de parole commune est faite par l'intersyndicale 27. Ce fut l'occasion de rappeler nos principales revendications concernant la défense des droits des femmes dans le milieu du travail et bien au-delà.

Les inégalités salariales perdurent plus de 50 ans après l'adoption des premières lois visant pourtant à les faire disparaître. Quel que soit le métier, les hommes touchent en moyenne 28 % de salaire en plus ! Les femmes sont quatre fois plus souvent à temps partiel que les hommes.

Et pour la majorité d'entre elles, il s'agit d'un temps partiel imposé. Toutes ces inégalités viennent jalonner leurs carrières, leurs vies et impacter leur retraite.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, FSU et Solidaires de l'Eure réaffirmèrent leur cahier de revendications :

- L'égalité salariale, la revalorisation salariale des métiers à prédominance féminine, la fin des temps partiels imposés ou **contraints,**

- L'abrogation de la contre-réforme des retraites 2023, l'abrogation des contre- réformes sur l'assurance-chômage qui restreignent les droits des chômeurs et chômeuses, l'abandon des contre-réformes du RSA qui obligerait les bénéficiaires à 15h à 20h hebdomadaires de travail forcé, gratuit et sans contrat,

- La vraie prise en compte de l'égalité dans l'éducation et la formation, afin de lutter contre les stéréotypes de genre dès le plus jeune âge,

- L'égalité dans la prise en charge des tâches domestiques, le renforcement des services publics de la petite enfance et du grand âge, et des services publics de qualité,

- Des moyens pour lutter contre les violences faites aux

femmes, aux enfants et aux minorités de genre, avec une application stricte des lois existantes, et l'adoption d'une loi-cadre garantissant une protection effective.

Le secrétaire général de l'UD FO de l'Eure a rappelé qu'au-delà de notre mobilisation et de la date symbolique du 8 mars, nous devons défendre les droits des femmes tout au long de l'année.

Ensemble, faisons respecter les droits des femmes dans le monde du travail et partout dans leur vie quotidienne !

Retour sur la mobilisation du 10 mars à Paris devant le ministère de l'Education Nationale à l'appel de nombreux syndicats de la FNEC FP FO ! STOP à l'austérité ! Du fric, des postes pour l'école

A l'initiative du SNLC FO 27, un rassemblement a été organisé le 10 mars devant le ministère de l'Education Nationale à Paris. De nombreuses autres structures de la FNEC FP FO sur tout le territoire, notamment des académies de Rennes, de Bordeaux, de Lille, de Nantes, de Paris, de Créteil et de Normandie.

En effet, suite aux attaques portées contre les personnels et contre le droit à l'instruction, ils revendiquent des créations de postes nécessaires afin de faire baisser les effectifs par classe et le recrutement d'AESH sous statut de fonctionnaires et leur rémunération à 100% pour 24h hebdomadaire !

2 bus avaient été affrétés par leurs syndicats du second degré de l'Eure pour permettre aux personnels de se mobiliser.

L'Union Départementale a apporté son soutien et a accompagné les militants et les personnels devant le ministère.

Appel des 250 manifestantes et manifestants
rassemblés le 10 mars devant le ministère de l'Éducation nationale

Aujourd'hui mardi 10 mars, nous sommes plus de 250 manifestantes et manifestants en grève rassemblés devant le ministère de l'Éducation nationale : des professeurs, des AED, des AESH, des éducateurs spécialisés, des parents d'élèves, venus de toute la France pour contester les conditions de la rentrée 2026 annoncées par le Ministre. Nous représentons les 13 départements et académies les plus touchés par les fermetures de postes, dont Lille, Rennes, Normandie, Bordeaux et Paris. Mais aucune académie n'est épargnée par les 4000 suppressions de postes décidées par le ministre Édouard Geffray. Nous représentons aussi les centaines de collègues qui n'ont pas pu se déplacer aujourd'hui mais qui sont en grève, qui soutiennent ce rassemblement et organisent des actions devant leur établissement.

Le ministre nous a fait recevoir par deux responsables chargés du budget de l'Éducation mais à nos demandes d'annulation des suppressions de postes et des fermetures de classe, à nos demandes de baisse des effectifs par classe, de recrutement de personnels, de création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH et les AED avec les droits qui accompagnent ce statut, il nous a été répondu *« vous n'aurez rien, ça aurait pu être pire, on aurait pu supprimer 8000 postes »*

Pendant que le président Macron se rêve en chef de guerre, les revendications essentielles, l'École et la santé, sont sacrifiées. Eh bien non !

À l'appel de 26 syndicats départementaux FO - écoles collèges lycées et enseignement professionnel, les personnels en grève sont là devant le ministère pour dire non !

L'urgence, c'est la satisfaction des revendications, pas l'austérité budgétaire, pas la marche à la guerre !
L'urgence, c'est l'annulation des suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires : profs, AESH, AED, CPE, PSY EN, personnels de labo...
L'urgence, c'est le recrutement et la création d'un statut de la Fonction Publique pour les AESH et les AED !
L'urgence, c'est de faire baisser les effectifs par classe, et d'améliorer les conditions travail de toutes et tous !

Si le ministre et le gouvernement ne répondent pas à nos revendications et aux centaines de collègues qui nous ont mandatés pour les porter, alors la grève et sa reconduction sont à l'ordre du jour et la mise à l'arrêt de l'Éducation nationale partout en même temps dans le pays.

La carte scolaire du 1er degré va bientôt être dévoilée dans les départements. Nous proposons d'unir nos forces, écoles, collèges et lycées et d'associer les parents d'élèves à cette mobilisation.
Nous avons pris connaissance de l'appel intersyndical FO, FSU, CGT, UNSA, CFDT, SUD Éducation de Côte d'Or qui appelle à la mobilisation le jeudi 19 mars, ou encore de l'appel intersyndical FO, FSU, CGT, UNSA, CFDT, SUD Éducation d'Ille-et-Vilaine, qui appelle à la grève à partir du 19 mars, et à se réunir en assemblée générale le jour même pour discuter de la mise en œuvre de la reconduction du mouvement.

L'unité pour gagner sur les revendications, c'est essentiel. C'est pourquoi, nous proposons de relayer notre appel à mettre en discussion partout dans les écoles, les collèges et les lycées la grève et sa reconduction à compter du jeudi 19 mars. Assemblée générale partout pour décider des suites !

Nous proposons à notre fédération, la FNEC FP-FO, et à notre syndicat national le SNFOLC, présents avec nous devant le ministère, de relayer cette proposition.

Si le ministre n'a pas répondu aux revendications légitimes des personnels, alors bloquons toutes et tous ensemble l'Éducation nationale.

Nous proposons d'adresser cet appel au ministre de l'Éducation nationale et au président Macron : *« Monsieur le Ministre, monsieur le Président, répondez à nos revendications. Faute de quoi, vous porterez la responsabilité de la mise à l'arrêt de l'Éducation nationale. »*

Ce rassemblement qui a réuni plus de 250 militants FO, personnels de l'Education Nationale, des AED et de AESH, fut une grande réussite.

Pendant que la délégation FO était reçue par le ministère, ce sont des dizaines d'interventions de militants FO présents qui se sont succédé pour parler de leur quotidien et de leur souffrance.

https://www.facebook.com/share/v/1YpjMgbTz3/

Les représentants du ministère se sont montrés très attentifs à toutes les situations d'établissements que nous avons fait remonter et on indiqué les transmettre au ministre.

Néanmoins, ils nous ont opposé que la loi de finances était adoptée et qu'elle s'imposait au ministre, ajoutant même que cela aurait pu être pire !

Concernant l'inclusion, le ministre attend beaucoup des PAS, ses représentants ont parlé d'avancées sociales et salariales concernant les AESH. A l'heure où les PAS se traduisent surtout par une augmentation du nombre d'élèves accompagnés par chaque AESH et où les augmentations de salaires sont uniquement celles imposées par l'augmentation du SMIC ... ces réponses sont inacceptables !

La délégation FO a fait savoir qu'elle n'en resterait pas là !
Ce que loi fait, la loi peut le défaire !
L' HEURE EST A LA MOBILISATION !
Assemblées générales partout !

Compte rendu de la délégation à la sortie de l'audience du ministère https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02zVUhvQ3tNkze3tp7y5HYZX5H5FQqsT9hYn4WaTfEej5QpxjKa14fNz1s8YSaUCPBl&id=100008812026169

Le combat continue contre les attaques portées par les politiques d'austérité qui dégradent les conditions de travail des personnels avec des conséquences sur nos enfants et les familles. L'UD FO de l'Eure continuera à apporter son soutien à la mobilisation qui doit continuer à s'amplifier.

Oui à la création d'un statut de la fonction publique pour les AESH et les AED !

Oui à l'annulation des fermetures de postes et de classes !

Oui aux créations de postes nécessaires afin de faire baisser les effectifs par classe !

DU FRIC, DES POSTES,
POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE !

Retrouvez toutes les photos sur le site de l'UD FO 27 :
https://site.snfolc27.fr/photos-manifestation-10-mars

FO est montée à PARIS

SNFOLC27

Manif parisienne. Plus de 25 syndicats Force Ouvrière de la France entière se sont retrouvés mardi 10 mars rue de Grenelle, devant le ministère de l'Éducation nationale. Parmi eux, le Syndicat national Force ouvrière des lycées et collèges de l'Eure (SNFOLC27). Estimant ne pas avoir été entendus à l'échelle de leurs rectorats respectifs, ils souhaitaient porter leurs revendications « là où les décisions se prennent ». Leurs requêtes ? D'abord l'annulation des suppressions de postes prévues à la rentrée 2026, « une opportunité pour baisser les effectifs par classe » (les manifestants venaient principalement des académies de Lille, Rennes, Normandie, Bordeaux et Paris, les plus frappées par ces suppressions de postes). Autre demande : un statut de fonctionnaire d'État pour les AESH. Une délégation a été reçue par un représentant du ministre.

Notre syndicat FO du CH Le Neubourg était en grève le 19 mars pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail et les suppressions de postes au sein de leur EHPAD !
Du fric, des postes pour l'hôpital public !

Le 19 mars, notre syndicat était en grève et a appelé à la manifestation pour dénoncer la dégradation des conditions de travail au sein de l'établissement public, suite aux suppressions de postes d'ASH annoncés en fin d'année dernière.

Après une première mobilisation lancée par FO le 11 décembre dernier, les conditions de travail n'ont eu de cesse de se dégrader.

La souffrance au travail des agents qui sont obligés de compenser le travail qui était effectué est de plus en plus criante.

Il était donc urgent donc que notre syndicat FO prenne ses responsabilités à nouveau, malgré le refus à nouveau de la CFDT de prendre ses responsabilités en rejoignant l'appel de FO.

L'UD était bien évidemment présente toute la journée aux côtés de ses militants FO et des personnels en grève. Et des délégations de syndicats hospitaliers et d'autres secteurs sont venus soutenir les camarades en grève.

Une manifestation au départ de l'hôpital démarra en milieu d'après-midi pour défilé dans les rues du centre-ville pour revendiquer : **"du fric, des postes pour l'hôpital public" !**

L'HÔPITAL PUBLIC EST EN DANGER

Au Neubourg comme partout ailleurs,
Il nous faut agir pour obtenir le meilleur!

Quels sont nos problèmes ?

- **Un sous-financement chronique :** des moyens en baisse malgré des besoins en hausse. L'État empêche le service public de fonctionner correctement et le récompense par des sanctions budgétaires.
- **Des suppressions de postes :** Moins d'agents = Moins de temps soignant = Moins de temps pour les patients.
- **Une qualité des soins menacée :** surcharge, épuisement, perte de sens.
- **Des agents en souffrance :** conditions de travail dégradées, santé mise en danger (RPS, TMS), carrières écourtées, vocations dégoutées.
- **Un coût pour toute la société :** retards de soins, aggravation des maladies, impact économique global, etc.

Quelles sont nos conclusions ?

Nous sommes la variable d'ajustement de politiques injustes qui sacrifient/abandonnent autant les soignants que les patients et parfois même le territoire. Au final, il n'y a aucune économie résultant de la destruction progressive d'un établissement tel que le nôtre. Le syndicat **Force Ouvrière** et de nombreux agents refusent cette logique comptable absurde inspirée des meilleures dystopies.

A quand la présentation d'un Plan Grand Age ? 2026 ? 2027 ? Jamais ?

Quelles sont nos attentes ?

- Exigeons des **moyens** à la hauteur des **besoins**.
- Défendons un **Hôpital humain, digne et accessible à tous.**

L'hôpital public doit vivre et avec lui sa philosophie. Redonnons-lui les moyens de soigner, d'accompagner et d'incarner le meilleur de notre humanité. Ne laissons pas la rentabilité seule altérer la qualité de vie de nos aînés et de ceux qui œuvrent autour d'eux. Nous ne nous satisferons pas "d'audits" et de gadgets, car pour nous:

Il n'y a rien de mieux que des Mains pour prendre Soin.

Résister - Revendiquer - Reconquérir

FO

Ne pas jeter sur la voie publique

HÔPITAL EN DANGER
AGENTS MÉPRISÉS = SERVICES MENACÉS

Depuis le 5 janvier 2026 :

- Réorganisation en EHPAD et USLD sans moyens supplémentaires
- Suppressions et réductions d'effectifs
- Surcharge de travail et conditions de travail dégradées

Le personnel devient la variable d'ajustement privilégiée.

Tous les services sont touchés

- EHPAD, USLD, SMR : Réduction des ASH et pressurisation des AS
- SSIAD : 25 places supprimées – effectifs en chute libre
- SMR : manque de médecins – avenir incertain
- Portage de repas : menace de fermeture

Toujours la même logique :

Économies, Restructurations, Suppressions de postes !

CONSÉQUENCES :

- ⚠ Épuisement des agents
- ⚠ Risques psychosociaux
- ⚠ Perte de sens
- ⚠ Qualité des soins fragilisée

NOUS DISONS STOP !

Nous exigeons :

- ✓ Des financements pérennes à la hauteur des enjeux sociétaux
- ✓ Le maintien des services et des emplois au bénéfice des usagers
- ✓ L'arrêt des restructurations à outrance sans vision d'avenir
- ✓ De vraies négociations sur l'emploi et la qualité de vie au travail

CHLE NEUBOURG FO

DÉFENDONS NOS EMPLOIS ET LE SERVICE PUBLIC
ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS !

Tous en grève le 19/03/2026
dès 08h00, RDV devant la Chapelle

Ne pas jeter sur la voie publique

https://www.facebook.com/reel/812292614611808
Baptiste LEDUN, secrétaire du syndicat nous a expliqué les raisons de l'appel lancé par leur syndicat

https://www.facebook.com/100008812026169/videos/pcb.3934823923487970/1501111061668596

https://www.facebook.com/100008812026169/videos/pcb.3934964853473877/4418768648445725

Le combat continue pour la défense de l'hôpital public et des personnels hospitaliers !

Appel à la mobilisation pour nos conditions de travail et pour la défense du service public

Le 10/03/2026

En **EHPAD** et **USLD**, la réorganisation mise en œuvre à compter du 05/01/26 a ciblé **le personnel comme variable d'ajustement**. En conséquence, nous constatons une surcharge de travail par la diminution des effectifs et une baisse de la qualité des soins.
Les agents subissent ainsi une accumulation de contraintes organisationnelles générant tour à tour des **RPS**, des **TMS** et une perte de sens du travail, mais aussi des répercussions directes sur la sécurité et la qualité de la prise en charge des patients/résidents.
Au-delà des secteurs **EHPAD** et **USLD**, cette inquiétude, cette réalité, est aujourd'hui partagée par de nombreux services de l'établissement.

Au **SSIAD**, **la fermeture annoncée de 25 places** par l'ARS fait peser une menace immédiate sur l'avenir du service et de ses agents. Cette décision entraînera une réduction dramatique des effectifs, passant de 10 AS à 7 voire 6 ! Que faire face a tant de mépris pour ces agents..., Que dire du redécoupage géographique..., C'est tellement fou qu'il n'y a pas de mots !

Au **SMR**, **l'absence d'effectifs médicaux** ne permet pas d'assurer un fonctionnement normal et cela affecte logiquement la « rentabilité » du service. Les agents expriment une vive inquiétude face à la **perspective d'un fonctionnement dégradé**, voire d'une bascule vers un fonctionnement en hôpital de jour (HDJ) qui pourrait à terme ne plus permettre de justifier certains emplois, accentuant encore l'instabilité des équipes.

Le **Portage de repas** est quant à lui, aujourd'hui comme depuis plus de 4 ans, **menacé de fermeture** pour des raisons de « rentabilité ». Une telle décision aurait des conséquences majeures, tant pour les usagers bénéficiaires de ce service essentiel que pour les agents concernés. Elle **impacterait également directement les agents de cuisine** en cas de fermeture. Un domino ne tombe jamais seul dans un Hôpital, il entraine a chaque fois des conséquences graves pour l'emploi et d'autres plus désastreuses encore pour les usagers.

Ces situations traduisent une logique : **l'absence de stratégie** et **de financements pérennes** amenant a des restructurations internes successives **au détriment des agents, de leur santé et du sens même du service public hospitalier**. Le service public est empêché de l'intérieur et l'État par ses appareils (ARS, Conseil départemental) orchestre de ce qu'il convient d'appeler un carnage.

FO Affirme que le personnel exprime **un sentiment d'abandon institutionnel, une fatigue morale profonde**, ainsi qu'un **dépassement récurrent des capacités physiques** des agents.
Fort de ces constats, le **syndicat Force Ouvrière revendique** notamment :

- La **reconnaissance du sous-financement** comme cause première des réorganisations et suppressions de postes ;
- L'**arrêt des restructurations** menées au détriment de l'emploi et de la qualité des soins ;
- Le **maintien des capacités, des services et des effectifs**, au SMR et au service de portage de repas ainsi qu'au SSIAD notamment via la création d'un CRT (Centre de Ressources Territorial)
- La poursuite et le renforcement dans la mise en œuvre de **mesures de prévention des risques psychosociaux et des troubles musculosquelettiques** ;
- L'ouverture de **négociations loyales et immédiates**

Soyons nombreux le 19/03/2026 et exprimons TOUS notre colère face à ces injustices, protégeons notre santé mentale et physique et portons la voix des patients qui vous disent que "ce n'est plus comme avant"

Ne pas jeter sur la voie publique

Le Neubourg

Hôpital : FO tire la sonnette d'alarme

« On veut du fric pour l'hôpital public ! » « Des soignants pour nos résidents ! » Une manifestation a parcouru le centre-ville du Neubourg, jeudi, au rythme de ces slogans. Elle était organisée à l'appel du syndicat Force ouvrière de l'hôpital public du Neubourg, qui souffre d'un *« sous-financement chronique »*, selon Baptiste Ledun, secrétaire syndical FO.

Sous-effectif et conditions de travail dégradées à l'hôpital

Il estime qu'une bonne trentaine d'agents, sur un effectif total de plus de 200, a suivi ce mouvement de grève. Le syndicat CFDT, majoritaire dans l'établissement, ne s'y est pas associé. Force ouvrière dénonce néanmoins *« des suppressions de postes, une qualité des soins menacée et des agents en souffrance »*.

« Pour la seule équipe hôtelière, nous en sommes à quatre arrêts de travail depuis le début de l'année », calcule Baptiste Ledun, qui reproche à l'Agence régionale de santé (ARS) de ne pas doter l'hôpital du Neubourg des moyens suffisants pour travailler dans de bonnes conditions.
Le cortège, fort d'une soixantaine de participants, a traversé le centre-ville du Neubourg en appelant la population à soutenir son action.

Des résidents mobilisés pour défendre leur quotidien

Plusieurs résidents de l'Ehpad ont apporté leur soutien aux grévistes. *« Ils seraient plus nombreux si les familles étaient là pour pousser leurs fauteuils roulants*, assure Edith Masselin, qui a participé au défilé avec sa maman. *Dès qu'il manque un agent, des résidents sont privés de goûter, car il faut s'occuper des chambres. »*
Michelle Parisi, représentante des résidents au sein de l'Ehpad, participait également à cette manifestation. *« Le personnel est toujours en train de courir, regrette-t-elle. Il fait du bon travail, mais il n'a plus le temps de nous parler. »* Directrice déléguée en charge de l'hôpital du Neubourg depuis le 5 janvier 2026, Inès Broise confirme que le plan de retour à l'équilibre, mis sur pied au début de l'année, vise à assurer la pérennité de l'établissement.
« Il manque actuellement un médecin pour les soins médicaux et de réadaptation, mais nous y travaillons, répond-elle. Les 25 places fermées au SSIAD (services de soins infirmiers à domicile) seront réparties sur les autres hôpitaux de la région, et le personnel sera affecté à d'autres tâches. » ●

Le cortège, fort d'une soixantaine de manifestants, a parcouru le centre-ville du Neubourg.

EBL03.

Assemblées Générales de Syndicats

Assemblée Générale de notre syndicat FO du CH Eure seine Evreux/Vernon!

Une belle AG avec des militants déterminés, attachés à leur indépendance syndicale !

Notre syndicat du CH Eure Seine, 1er syndicat à l'hôpital d'Evreux/Vernon, a tenu son Assemblée Générale lundi 13 janvier. Ce fut l'occasion de faire le bilan de l'activité du syndicat, de réélire les instances du syndicat et d'adopter le cahier de revendications pour 2026.

Après avoir adopté les différents rapports d'activité et de trésorerie les instances furent renouvelées. Lætitia SAINT JEAN fut réélue secrétaire avec 2 adjointes pour l'aider dans son mandat Isabelle SECRET et Corinne ASGENE. Chloé BARBER fut quand à elle réélue trésorière avec Mickaël BONNET en adjoint.

Les échanges se sont multipliés tout au long de la journée avec les adhérents sur de nombreux sujets d'actualité dans un contexte local difficile avec un plan de retour à l'équilibre mis en place par la direction et l'ARS entraînant des suppressions de postes et donc encore plus de souffrance des personnels de l'établissement. L'équipe FO a également voulu mettre l'accent sur l'échéance extrêmement importante que sont les élections professionnelles dans la Fonction Publique qui se dérouleront du 3 au 10 décembre prochain.

En fin de journée, les invités ont pris la parole. Parmi eux, Estelle DUCLOS secrétaire du GD FO 27 et Delphine BOULAN secrétaire régionale FO SANTÉ NORMANDIE ont pu faire un tour d'actualité de la branche Santé. Le secrétaire de l'UD FO de l'Eure, David LECOMTE, clôtura ces interventions en revenant sur les différents dossiers d'actualité internationaux et nationaux ainsi le prochain congrès confédéral de Dijon.

Assemblée Générale de l'EHPAD de Brionne, objectif : préserver l'emploi et gagner les élections FP !

Notre syndicat était réuni en AG le 27 mars pour faire le bilan de leur action de ces derniers mois et renouveler leur bureau. Estelle DUCLOS la secrétaire du GD 27 présidait les travaux. Le secrétaire de l'UD, David LECOMTE était également présent.

La secrétaire Valérie BESNARD présenta son rapport d'activité dans un contexte d'incertitude budgétaire et de menace sur l'emploi.

La trésorière Nadine HURAY présenta ensuite son rapport de trésorerie. Les deux rapports furent adoptés à l'unanimité.

Puis le bureau fut renouvelé : Valérie BESNARD secrétaire - Charline JOUVAUX secrétaire adjointe - Nadine HURAY trésorière - Emilie MASSON trésorière adjointe.

Cap maintenant sur la réussite des élections Fonction publique du 10 décembre prochain !

Assemblée Générale d'EPN le 19 mars !
Des militants et des militantes FO combatifs et attachés au syndicalisme libre et indépendant !

Le 19 mars se tenait l'AG de notre syndicat Évreux Portes Normandes (territoriaux d'Évreux et de l'agglo) à la maison de quartier de La Madeleine.

Après avoir présenté son rapport d'activité, notre secrétaire du syndicat Fatima BENYOUCEF fut réélue pour un nouveau mandat.

Les échanges furent riches revenant notamment sur les actions menées durant cette année écoulée pour défendre et accompagner les agents, sur les conditions de travail des agents qui se dégradent de plus en plus et les conséquence du manque de moyens et des réductions budgétaires dans la collectivité, liées aux politiques d'austérité.

Ce sont aussi les élections professionnelles dans la fonction publique de décembre prochain qui furent abordées avec la volonté de progresser en termes de résultats par rapport à 2022.

Puis la trésorière Cathy KAZINETH présenta son rapport de trésorerie approuvé par l'ensemble des adhérents. Elle fut également réélue trésorière. Les instances furent également renouvelées avec une équipe motivée et rajeunie.

L'AG se termina par l'établissement du cahier de revendications pour les prochains mois réaffirmant son attachement à son indépendance syndicale et sa liberté de comportement.

Retour sur l'Assemblée générale du Conseil départemental de l'Eure dans un contexte de casse de l'emploi sans précédent !

Philippe ALEXIS, Secrétaire Adjoint Jérôme BAUDOIN

Notre syndicat FO du conseil départemental de l'Eure tenait son Assemblée Générale le 27 mars.

Ce fut l'occasion pour le secrétaire du syndicat, Jérôme BAUDOIN, de présenter son rapport d'activité dans un contexte de politique austéritaire qui a de graves conséquences pour les personnels, puisque ce sont près de 10% des effectifs qui sont menacés dans le cadre d'un plan de réduction budgétaire drastique que notre syndicat combat

Les conditions de travail sont de plus en plus difficiles dans ce contexte incertain.

Les élections Fonction Publique qui se dérouleront du 3 au 10 décembre prochain furent aussi un des points importants abordé, avec un objectif : réussir cette échéance.

Fabienne AUBERT, trésorière du syndicat, présenta ensuite son rapport financier avec une dynamique positive en termes de développement syndical.

Les deux rapports furent approuvés.

Les instances seront renouvelées également.

Une AG importante dans un contexte très difficile pour les personnels, avec des militants et des militantes FO prêts à se battre contre l'austérité et pour l'emploi et les conditions de travail des agents.

GROUPE LEGRAND

Loi du 24 octobre 2025 (Seniors, carrières, mandats) : Pourquoi la consultation sur la politique sociale devient incontournable pour les élus

Adoptée **pour répondre au vieillissement de la population active, faciliter le recrutement des seniors et mieux accompagner les fins de carrière, la loi n° 2025-989 du 24 octobre 2025**, dite « loi du 24 octobre », a été publiée au Journal officiel le 25 octobre 2025 et est entrée en vigueur le lendemain. Cette réforme structurante est issue de **la transposition de 3 accords nationaux interprofessionnels (ANI) dont :**

- **l'ANI « emploi des seniors » du 14 novembre 2024**, dédié au maintien et au retour en emploi des salariés expérimentés;
- **l'ANI sur l'évolution du dialogue social du 25 juin 2025**, modernisant la négociation collective ;
- **l'ANI sur les transitions professionnelles du 25 juin 2025**, portant sur la reconversion et les mobilités professionnelles.

Cette réforme s'articule autour de **7 grands piliers** permettant de :

1. Renforcer le dialogue social sur l'emploi des seniors

Les branches professionnelles doivent négocier tous les 3 ans (ou 4 ans si un accord d'adaptation le prévoit) des actions en faveur de l'emploi des salariés seniors, sur la base d'un diagnostic préalable de leur situation dans la branche. Les entreprises de + 300 salariés sont également tenues d'engager une négociation dédiée à ce sujet, distincte de leurs négociations annuelles obligatoires (NAO)

2. Mettre en place un nouvel « entretien de parcours professionnel »

L'entretien professionnel est rebaptisé "entretien emploi-compétences" et élargi dans son contenu. Il se tient la 1ère année suivant l'embauche, puis tous les 4 ans (au lieu de tous les 2 ans). Il remplace l'ancien entretien professionnel et couvre désormais quatre thématiques : les compétences, la formation, l'évolution professionnelle et la préparation à la fin de carrière.

3. Créer le Contrat de Valorisation de l'Expérience (CVE)

La loi crée un nouveau type de CDI, à titre expérimental jusqu'au 24 octobre 2030, destiné aux demandeurs d'emploi de 60 ans et plus (ou 57 ans selon les branches) inscrits à France Travail, n'ayant pas travaillé dans l'entreprise depuis au moins 6 mois. Sa particularité : il peut être rompu lorsque le salarié atteint l'âge de la retraite à taux plein, avec une indemnité au moins équivalente à celle d'un licenciement. Pour encourager les employeurs, une exonération de la contribution patronale sur l'indemnité de mise à la retraite (habituellement fixée à 30 %) est prévue jusqu'en 2028

4. Faciliter la fin de carrière

Accès simplifié au temps partiel de fin de carrière et ouverture de la retraite progressive dès 60 ans, pour accompagner la transition vers la retraite.

5. Améliorer le dialogue social

La limite de 3 mandats successifs pour les élus du CSE est supprimée à compter du 26 octobre 2025 (art. L.2314-33 du Code du travail) : un élu pourra désormais se représenter sans restriction, quelle que soit la taille de l'entreprise. Par ailleurs, les obligations de négociation sont clarifiées et réorganisées afin d'améliorer la lisibilité et l'efficacité du dialogue social en entreprise.

6. Adapter l'assurance chômage pour certains publics

L'assurance chômage est ajustée grâce à la base légale donnée à la convention du 15 novembre 2024. L'affiliation minimale des primo-entrants est abaissée à 5 mois (au lieu de 6). Le bonus-malus est formellement transcrit et s'appliquera au 27 mai 2025.

7. Simplifier les transitions professionnelles

Un dispositif unique de reconversion, opérationnel au 1er janvier 2026, remplace Transco (Transitions Collectives) et Pro-A (reconversion ou promotion par alternance). Il facilite les mobilités internes ou externes, avec un financement dédié de la formation.

Le rôle de l'expert dans l'application de cette loi

Dans le cadre de **la consultation sur la politique sociale, les élus peuvent faire appel à un expert.** Cette consultation est précisément l'occasion d'analyser l'impact concret des nouvelles mesures introduites par la loi du 24 octobre 2025 dans l'entreprise.

En analysant les données relatives à l'âge, à la formation, aux mobilités internes, à l'emploi des seniors ou encore aux dispositifs de fin de carrière, l'expert aide le CSE à comprendre comment l'entreprise met en œuvre ces nouvelles obligations et à anticiper celles à venir.

Au-delà de cette loi, dans le cadre de cette mission, il fournit également aux élus des indicateurs fiables sur, entre autres, l'emploi, les conditions de travail et la politique salariale- des éléments clés pour appuyer leurs négociations.

Les experts du Cabinet Groupe Legrand sont là pour vous accompagner !

Expertise comptable | Conseil & Assistance Juridique | Expertise SSCT | Formation CSE | SSCT

info@groupe-legrand.com 01 42 25 30 30 www.groupe-legrand.com

Notre camarade Laurent CYR, militant de notre syndicat FO chez SCHNEIDER Beaumont-le-Roger nous a quittés !

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Laurent CYR, militant FO chez SCHNEIDER Electric à Beaumont-le-Roger.

Laurent est décédé tragiquement, le 12 mars dernier, sur son trajet pour aller à son travail, à quelques jours seulement de sa retraite.

Notre camarade, passé successivement par le site de Pacy-sur-Eure, puis celui du Vaudreuil était adhérent au sein de notre CGT-FO et de son syndicat depuis de longues années.

Il avait également été élu à deux reprises en tant que membre du Comité Social et Économique à Beaumont-le-Roger ces dernières années.

Laurent était apprécié par ces collègues et ses camarades.

Nous adressons nos sincères condoléances à sa compagne, à ses deux enfants, sa famille, ses collègues et ses proches.

Enfin, nous apportons tout notre soutien, dans ses moments douloureux, à tous les camarades FO des sites de SCNHEIDER Electric qui perdent non seulement un camarade mais aussi un ami.

Salut à toi Laurent ! Salut à toi camarade !

FO UDR 27
Union Départementale des Retraités FO Eure

Le coin des retraités FO la force syndicale

Camarades salariés, après votre vie de labeur vous approchez de la retraite !

La retraite est une nouvelle étape de la vie, riche de nouvelles libertés et opportunités. Mais elle ne doit pas signifier l'isolement ou l'abandon de vos droits. Au contraire, c'est le moment de rester acteur et de se défendre collectivement aujourd'hui et demain pour la dignité, pour tous les retraités.

C'est pourquoi l'Union Départementale des Retraités de l'Eure FO (UDR FO 27) vous invite à nous rejoindre. Ensemble, nous sommes plus forts pour :

· Défendre et améliorer vos pensions : L'UCR au niveau national se bat pour des pensions justes et revalorisées, qui suivent l'évolution du coût de la vie et garantissent un pouvoir d'achat serein.

· Accéder à des services de santé de qualité : Face aux enjeux de la dépendance et des soins, nous agissons pour que tous les retraités aient accès aux meilleures prises en charge, sans reste à charge excessif, sans imbroglio informatique.

· Rompre l'isolement et favoriser le lien social : Le syndicat UDR FO 27 est aussi un lieu d'échange, de partage et de solidarité. Participez à des actions militantes et conviviales et des débats pour rester connectés à la vie sociale.

· Protéger et développer vos acquis sociaux : Nous veillons à ce que les avancées obtenues au fil des années soient maintenues et renforcées, pour une retraite active et épanouissante.

· Être représentés et entendus : Porter la voix des retraités auprès des pouvoirs publics, des institutions sociales et des partenaires pour que vos préoccupations soient au cœur des décisions.

Roland PERROUX

Secrétaire Général

FO est un syndicat libre et indépendant, qui met l'intérêt des adhérents actifs et retraités au centre de son action, Vous avez, lors de ces année de travail participé dans le syndicat FO à une longue histoire de combats et une expertise reconnue dans la défense des droits des travailleurs et des retraités.

Votre engagement, dans l'UDR FO 27, fera la différence. En adhérant, vous ne faites pas que soutenir nos actions : vous défendez vos droits et ceux de tous les retraités pour une vie digne et respectée.

Rejoignez-nous ! Votre expérience est une force, votre solidarité notre moteur.

Pour plus d'informations ou pour adhérer, pour participer à l'AG du 3 avril à l'UDFO 27, contactez-nous dès aujourd'hui :

Roland : 06 64 86 98 17 ou Anthony : 02 32 33 04 67
Par courrier : UDR FO 27 Bourse du Travail
17 ter rue de la côte blanche 27000 Évreux

Notre syndicat ITMLAI intermarché était en grève le 2 février pour exiger l'augmentation des salaires !

Notre syndicat d'ITMLIA Intermarché à Heudebouville, représenté par Olivier LOUSSOUARN et Cédric LEROY, était en grève le 2 février dans le NAO qui se déroulait au niveau du groupe. Le secrétaire général était venu apporter son soutien aux camarades.

L'appel lancé par FO seul a permis de faire avancer les revendications. Un accord sera trouvé le lendemain.

Eure. Intermarché en grève ce mardi | actu.fr

Les personnels de l'Education Nationale de l'Eure étaient mobilisés le 25 mars contre les suppressions de postes et les fermetures de classes annoncées pour la rentrée prochaine ! Du fric, des postes pour l'école publique !

Du fric, des postes pour l'école publique !

Les personnels de l'Education Nationale étaient mobilisés le 25 mars devant l'inspection académique à Evreux à l'appel de l'intersyndicale FO- FSU - UNSA Education pour dénoncer les annonces de suppressions de postes et de classes à la rentrée 2026.

Une saignée jamais vue dans le département avec l'annonce notamment de la suppression de 66 classes dans le primaire, 34 postes dans les collèges et au moins 15 dans les lycées !

Etaient également présents les parents d'élèves et les élus impactés par ces annonces qui vont avoir des conséquences sur l'accueil des élèves et la vie des municipalités.

L'Union Départementale était en soutien de nos syndicats du SNUDI FO représentants les personnels des écoles primaires et du SNFOLC qui représente les personnels des Lycées et Collèges.

La DASEN *(Directrice de l'institution départementale)* a reçu des délégations d'écoles et les représentants de l'intersyndicale après avoir reçu à part les élus. Une première qui n'a pas manqué de surprendre et agacer les syndicats !

Les dossiers ont malgré tout pu être défendus auprès de la Directrice de l'institution.

L'intersyndicale s'est réunie ensuite pour décider de la suite de l'action pour amplifier la mobilisation. Elle décidait d'appeler à la manifestation le 31 mars devant la DSDEN à partir de 10h (un compte rendu sera fait sur notre site de l'UD et dans notre prochain numéro de l'Eure Syndicale).

Stop à L'AUSTÉRITÉ !

Tous mobilisés pour la défense de l'école publique et le maintien de tous les postes et les classes dans le 1er et le second degré !

https://27.force-ouvriere.org/l-intersyndicale-fo-cgt-fsu-unsa-etait-a-nouveau-mobilisee-avec-les-personnels?var_mode=calcul

FNEC-FP FO — F.S.U. 27 — UNSA Education — CGT Educ'action eure

Non aux suppressions de postes et aux fermetures de classes

Toutes et tous en grève le 31 mars !

Dans un contexte où les prix flambent et les salaires sont gelés, nous nous opposons à ce **budget d'austérité** qui fait la part belle à la défense et qui sacrifie l'Éducation. Nous nous opposons à **une politique de militarisation de l'Ecole** au travers des classes défense qui vont à l'encontre de l'esprit d'émancipation pour nos élèves.

La baisse démographique est un prétexte à cette nouvelle saignée alors qu'elle devrait être au contraire une chance à saisir pour faire baisser les effectifs par classe et améliorer les conditions d'enseignement qui ne cessent de se dégrader.

Le bilan est accablant :

Au niveau national : 4000 suppressions de postes.

Dans l'Eure : 66 fermetures de classes dans les écoles, 34 suppressions de postes dans les collèges, 15 dans les lycées. Aucune création de postes d'assistant d'éducation, d'assistante sociale, d'infirmière, de psychologue de l'Éducation nationale, d'administratif. Toujours plus d'élèves à accompagner pour chaque AESH. Une mobilité rendue difficile voire impossible au vu du peu de postes au mouvement.

Les conséquences sont désastreuses :

Dégradation du climat scolaire, surcharge de travail, pressions accrues de la hiérarchie pour compenser les baisses d'heures, souffrance au travail, épuisement professionnel…

POUR :

- Des créations de postes
- Des conditions de travail acceptables
- Une école émancipatrice
- Un vrai statut pour les AESH et les AED

L'intersyndicale FO, FSU, UNSA, CGT éduc'action de l'Eure soutient toutes les mobilisations locales en cours et à venir et appelle à :

- Se mettre en grève le mardi 31 mars 2026
- Se réunir pour discuter des suites à donner au mouvement

Rendez-vous à 10h à Evreux devant la DSDEN de l'Eure

Une assemblée générale se tiendra au moment du rassemblement pour décider des suites immédiates à donner.
Une demande d'audience est adressée à la DASEN pour porter vos revendications.